



HAL
open science

Inégalités sociales et populations indigènes au Mexique : une approche plurielle 16 pp.

Olivier Barbary

► **To cite this version:**

Olivier Barbary. Inégalités sociales et populations indigènes au Mexique : une approche plurielle 16 pp.. Conférence internationale “ Statistiques sociales et diversité ethnique : doit-on compter, comment et à quelles fins?”, Centre Inter-Universitaire Québécois de Statistiques Sociales, Montréal, 6 au 8 décembre 2007, Dec 2007, Montréal, Canada. hal-02482913

HAL Id: hal-02482913

<https://hal.science/hal-02482913>

Submitted on 18 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Inégalités sociales et populations indigènes au Mexique : une approche plurielle

Olivier Barbary (I.R.D)

Introduction

Le recensement de 2000 de la population du Mexique marque sans doute un tournant dans l'histoire de l'identification statistique de la population indigène du pays. Après l'abandon en 1895 de la catégorisation raciale ou par les coutumes vestimentaires, alimentaires etc., le recensement des indigènes mexicains a reposé exclusivement, durant tout le 20ème siècle, sur un critère linguistique. En l'an 2000, l'Institut national de statistique¹ introduit un second critère avec la question d'auto déclaration d'appartenance ethnique posée à l'ensemble des individus de cinq ans et plus. Cette innovation crée un écart numérique important entre les populations indigènes estimées selon les deux critères au moment même où, après le soulèvement néo zapatiste, les enjeux politiques et sociaux liées à la question indienne et à la mesure des discriminations se multiplient comme dans la plupart des pays d'Amérique Latine (Barbary et Urrea, 2004, Barbary coord., 2006). Il s'en suit un débat nourri sur leur légitimité, leur pertinence, et l'interprétation sociodémographique et anthropologique qu'on leur donne.

A partir du seul point de vue linguistique, l'évolution de la population indigène est fonction de la transmission au travers des générations de langues dominées historiquement par l'espagnol. Celle-ci s'érode rapidement pour beaucoup de groupes indigènes avec la migration hors des zones d'origine et l'urbanisation, situations dans lesquelles les locuteurs de langues indigènes sont souvent stigmatisés. L'effectif des personnes qui se déclarent « *hablantes* » diminue ainsi fortement depuis plusieurs décennies² alors même que subsistent, chez les non locuteurs un ensemble de caractéristiques culturelles, économiques et sociales spécifiques que l'on peut juger tout aussi importantes que la langue ; cette persistance, attestée par les travaux des anthropologues y compris dans les grandes villes, conduit Martinez Casas et De la Peña (2002, 2005) à parler de « *comunidades morales* ». Pour beaucoup d'analystes, le critère linguistique conduit à une 'sous-estimation' du fait indigène contemporain, en particulier hors des régions historiques de peuplement indien. L'auto déclaration permet une inscription à un groupe ethnique sans référence à un caractère 'objectif' particulier ; c'est le reproche que lui font ses détracteurs mais, comme le relève Fernandez Ham (2000), il s'agit bien d'une « approche statistique de la perception identitaire indigène ». En autorisant dans le recensement l'expression de cette appartenance, l'Etat ne fait que reconnaître l'émergence de nouvelles manifestations de l'ethnicité au Mexique dont l'importance numérique, comme nous le verrons, est loin d'être négligeable.

Pour dépasser la question du nombre et mieux instruire ces nouvelles problématiques, nous défendons ici une approche comparée de plusieurs définitions statistiques possibles qui combinent deux type d'appréhension, individuelle et collective, de 'l'identité indigène' à partir de l'information censitaire. La combinatoire des deux critères produit 17 types de ménages (y compris les ménages non indigènes) que nous présentons dans la première section. La finalité de cette catégorisation apparaît dans l'analyse multi variée des profils démographiques et socioéconomiques des différents segments de la population du pays, et surtout dans la mise en évidence de la grande hétérogénéité de l'univers indigène (deuxième section). Dans la dynamique contemporaine marquée par l'émigration,

¹ INEGI : Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática.

² D. Delaunay (2005, p. 9), en comparant les pourcentages de locuteurs au recensements de 1990 et 2000, constate une diminution de l'ordre de 6 à 10% selon les générations.

l'urbanisation et l'acculturation linguistique, la variété des 'conditions indiennes' n'est plus réductible aux différences linguistiques et culturelles 'traditionnelles' ; elle se base et se reproduit principalement, sur les différences d'accès aux ressources et aux mécanismes d'organisation socioéconomiques modernes. Il faut aborder son analyse comme la résultante d'un ensemble de processus démographiques, spatiaux, économiques et culturels à effets ségrégatifs. Cette thèse, exposée ici, doit être étayée par des modélisations toutes choses égales par ailleurs (par régression logistique), des facteurs de différenciation sociale et économique des ménages selon leur appartenance linguistique et ethnique.

1. Individus et ménages indigènes : les définitions possibles

- Trois critères individuels : locuteurs, mono ou bilinguisme, auto déclaration ethnique

Les deux questions d'identification linguistique et ethnique de la population de cinq ans et plus, conduisent aux chiffres de population indigène totale publiés par l'INEGI en 2000 : l'ensemble des locuteurs de langues indigènes comptait 6.320.250 personnes (7,33% de la population totale de cinq ans et plus), auxquelles s'ajoutaient 1.109.990 personnes déclarant appartenir à une ethnie indigène sans parler la langue pour aboutir à un total de population indigène de 7.430.240 personnes, soit 8,62% de la population de cinq ans et plus. Au sein de ce total de population indigène (p.i.), on peut toutefois exploiter les réponses aux deux questions de manière plus systématique en distinguant au niveau individuel : (i) les personnes locutrices monolingues (parlant une langue indigène, ne parlant pas l'espagnol 1.068.654 individus), dont l'immense majorité (86%) ont déclaré leur appartenance à une ethnie indigène, (ii) les personnes locutrice bilingues et auto déclarées (3.265.966), (iii) les personnes locutrices bilingues non auto déclarées (1.985.630), (iv) les personnes non locutrices mais auto déclarées (1.109.990) et enfin (v) les personnes non locutrices et non auto déclarées (78.793.234 personnes, que l'on considérera non indigènes.

Il ressort de ces chiffres relativement équilibrés (aucune des catégories n'est statistiquement marginale) une classification de l'appartenance linguistique et ethnique des individus dont on peut proposer une rapide interprétation sociolinguistique. À une extrémité de l'éventail, les 14,4% de la population indigène **locuteurs monolingues**, qui se déclarent presque tous indigènes, constituent une sorte de noyau dur doté de l'identité indigène 'traditionnelle', centrée sur la langue et l'homogénéité du peuplement des territoires indiens historiques. Plus encore qu'à l'absence de transmission intergénérationnelle de la langue évoquée en introduction, son érosion démographique est due aux migrations et à l'interpénétration des espaces de vie indigènes et non indigènes, qui conduisent à la généralisation du bilinguisme, la relativisation et l'assouplissement de l'identité ethnique en fonction des contextes de résidence et d'interaction intercommunautaire. C'est ce dont témoignent les deux groupes de **locuteurs bilingues**, devenus majoritaires : ceux qui déclarent leur appartenance ethnique (44% de la p.i.) ou ceux qui ne la déclarent pas (26,7% de la p.i.). Enfin, à l'opposé du premier groupe, dans des contextes de vie beaucoup plus métissés et en relation aux enjeux sociaux et politiques récents de l'ethnicité, on voit surgir dans la population indigène **non locutrice** (du moins se déclarant comme telle), une identité nouvelle revendiquée par l'appartenance ethnique. Le recensement de 2000 l'évalue pour la première fois à l'échelle du pays : 14,9% de la p.i. Cependant, selon une critique désormais classique au Mexique et ailleurs, cette approche individuelle des identités est insuffisante : c'est sur des unités collectives (ménages, familles, communautés) que s'exercent les dynamiques démographiques, socioéconomiques et anthropologiques et c'est en leur sein que se façonnent les différents types d'appartenance indigène. Les données censitaires se prêteront naturellement à une approche au niveau des ménages.

- *Structure des ménages et appartenance collective : un critère d'homogénéité linguistique et ethnique*

La saisie statistique de l'identité ethnolinguistique collective des ménages a déjà fait l'objet de nombreux travaux au Mexique³. Lorsque le nombre est un enjeu politique important, le débat se polarise facilement autour de la question de la 'bonne définition' de la population indigène et de la justification de telle ou telle stratégie d'extension aux ménages. Les options défendues jusqu'à présent oscillent entre une solution maximaliste qui consiste à retenir comme indigène tout ménage où au moins un individu de cinq ans ou plus, quelque soit son lien de parenté avec le chef de ménage, est locuteur ou auto déclaré (CONAPO, 2001) et une définition restreinte au noyau adulte principal du ménage, constitué du c.m. et de son conjoint (Janssen et Martinez Casas, 2004). La première donne pour total de population des ménages indigènes le chiffre de 12.658.899 personnes; la deuxième 11.361.634 personnes⁴. Au-delà de la production d'estimations très différentes⁵, s'en tenir à l'une ou l'autre des définitions ne permet pas d'étudier les différents types de composition ethnolinguistique des ménages indigènes et les caractéristiques des populations qu'ils regroupent. C'est pourquoi nous proposons ici une démarche plus systématique.

A partir de l'information censitaire, en considérant conjointement les attributs linguistique et ethnique des individus et leur liens de parenté, on peut introduire, en les justifiant, différents types d'identité 'collective indigène' des ménages. Nous distinguons pour cela quatre situations :

i) Le c.m et son conjoint partagent les mêmes caractéristiques linguistique (locuteurs mono ou bilingues ou non locuteurs) et d'appartenance ethnique (auto déclarés ou non). Selon la combinatoire de ces critères individuels, on obtient alors quatre types de ménages, constitués autour d'un noyau adulte principal homogène, dans lesquels on peut s'attendre à une 'cohérence identitaire' relativement forte de l'ensemble des membres du ménage. Cette situation de noyau conjugal homogène concerne au total 995.766 ménages, soit 38,6% des ménages indigènes (m.i.).

ii) Le c.m. et son conjoint ont des caractéristiques différentes (l'un des deux au moins étant locuteur ou auto déclaré)⁶. On retient alors pour caractéristique du ménage - de manière arbitraire - celle de la personne 'la plus indigène', dans l'ordre défini précédemment : locuteur monolingue déclaré, locuteur bilingue déclaré, locuteur non déclaré, non locuteur déclaré. L'ensemble ainsi constitué se compose de 1.369.431 ménages, soit 53,1% des m.i.

iii) Le couple adulte principal ne possède aucune caractéristique indigène. Dans ce cas, on s'intéresse d'abord aux individus du ménage membres apparentés de générations collatérales ou d'ascendants du c.m. ou de son conjoint : frères et sœurs, cousins, parents, oncles et tantes, grands parents, etc. À nouveau, celui qui, parmi ces individus, possède le

³ Serrano, Embriz et Fernandez Ham, coords, '*Indicadores socioeconómicos de los pueblos indígenas de Mexico, 2002*', INI, PNUD, CONAPO, 2002. Cet ouvrage constitue certainement à ce jour l'exploitation la plus complète et sérieuse des données du recensement 2000 sur la population indigène ; voir également : CONAPO, 2002, Fernández Ham, 1998, Fernández Ham, 2000, Janssen et Martinez Casas, 2004, Valdés L. M., 1998, etc.

⁴ Pour les besoins de la comparaison, nous donnons ici le résultat des calculs effectués par nous, sur la base des microdonnées du sondage au 10% des ménages ordinaires du recensement 2000 (cf. Barbary O. et Muller L., 2006). Au 1^{er} juin 2007, selon la définition du CONAPO, la projection de population indigène totale était de 13.690.334

(url : <http://www.conapo.gob.mx/00cifras/indigenas/repMexicana.xls>).

⁵ Pour leur part, Serrano, Embriz et Fernandez Ham (2002), adoptent une solution intermédiaire en ne retenant comme indigènes que les ménages où ils considèrent que : « les personnes ayant des caractéristiques indigènes ont un lien de parenté déterminant dans la décision du style de vie et la transmission intergénérationnelle de la socialisation, c'est à dire le c.m., son conjoint et leurs parents ». Le total de population de ces ménages s'élève à 11.798.290 personnes.

⁶ On agrège à ce groupe les ménages monoparentaux où le c.m. est indigène.

plus d'attributs indigènes décide du statut ethnolinguistique du ménage. Ces ménages sont au nombre de 48.703, soit 1,9% des m.i.

iv) Enfin, lorsque ni le c.m., ni son conjoint, ni leurs apparentés dans les générations collatérales ou ascendantes, ne sont locuteurs ou auto déclarés, le statut indigène du ménage peut provenir, s'il s'en trouve, de locuteurs ou d'auto déclarés des générations de descendants : enfants, petits enfants, neveux ou nièces, etc. du c.m. ou du conjoint. On obtient ainsi les quatre derniers types, transmis aux ménage par la personne la 'plus indigène' de ces générations, qui totalisent 164.528 ménages, soit 6,4% des m.i.

- *Les effectifs de population : une partition du monde indigène en 16 types de ménages*

Le croisement des attributs linguistique et ethnique individuels avec la position de ces individus dans la structure familiale des ménages permet d'assigner 16 types 'd'identité indigène collective' aux ménages.

Tableau 1: Populations des ménages selon leur classification ethnolinguistique

Type ethnolinguistique du ménage	Popu.	%	Cumul	%
11: C.m. et conj. locuteurs monolingues	564538	0.58	564538	0.58
12: C.m. et conj. locut. bilingues décl.	2756043	2.84	3320581	3.42
13: C.m. et conj. locut. bilingues non decl.	1525700	1.57	4846281	5.00
14: C.m. et conj. non locut. decl.	471592	0.49	5317873	5.48
21: C.m. ou conj. locut. monolingues	1434334	1.48	6752207	6.96
22: C.m. ou conj. locut. bilingue decl.	1727981	1.78	8480188	8.74
23: C.m. ou conj. locut. bilingue non decl.	2388588	2.46	10868776	11.20
24: C.m. ou conj. non locut. decl.	492858	0.51	11361634	11.71
31: Colat. ou asc. locut. monolingues	3337	0.00	11364971	11.71
32: Colat. ou asc. locut. bili. decl.	48563	0.05	11413534	11.76
33: Colat. ou asc. locut. bili. non decl.	207145	0.21	11620679	11.98
34: Colat. ou asc. non locut. decl.	19099	0.02	11639778	12.00
42: Descend. locut. bili. Decl.	3710	0.00	11643488	12.00
41: Descend. locut. monolingues	44239	0.05	11687727	12.05
44: Descend. non locut. Decl.	731793	0.75	12419520	12.80
43: Descend. locut. bili. non decl.	176354	0.18	12595874	12.98
Total Ménages indig	84418993	87.02	97014867	100.00
Total Ménages non indig	564538	0.58	564538	0.58

Indiv. locuteurs ou déclarés hors ménages indigènes 68602 0.07%
 Total pop. Indig. 12664476 13,05%

Cette construction s'inspire de la sociologie et de l'anthropologie de la famille mais ne saurait s'y substituer. Son objet est la constitution statistique de l'agrégat de population qui vit dans les ménages indigènes au sens que propose le recensement ; nous l'appellerons, à la suite des démographes mexicains : 'population des ménages indigènes' (p.m.i.). Cet ensemble et sa partition en différents types de ménages, permettent l'analyse sociodémographiques de différents groupes de population, en mettant en évidence leurs points communs et leurs spécificités. Nous nous sommes donc attachés à ce que les 16 types produits rendent compte du continuum des situations identitaires dans le monde indigène contemporain. Mais il faut se garder de la confusion des genres : les conclusions statistiques ne sont pas d'ordre anthropologique et l'interprétation des faits sociaux dont elles témoignent doit recourir à des données ethnographiques.

Malgré une définition un peu plus restrictive, le total de la p.m.i. que nous obtenons, 12.595.874 personnes, est très proche de celui publié par le CONAPO pour l'ensemble des ménages où au moins un individu de cinq ans et plus est locuteur ou auto déclaré : 12.658.899. Plus important est l'impact de la prise en compte des individus indigènes dans les générations de descendants du c.m. ou du conjoint. Cette définition augmente le total de la p.m.i. de près d'un million d'individus par rapport au chiffre de Serrano, Embriz et Fernandez Ham (2002) : 11.639.778, et surtout, elle fait apparaître la dynamique récente de récupération de la langue chez les jeunes génération ; comme nous le verrons plus loin, les ménages concernés occupent une position socioéconomique très spécifique au sein de la population indigène. En comparaison, le rôle des générations de collatéraux et d'ascendants du c.m ou du conjoint dans la constitution de la p.m.i. est moins important : moins de 300.000 individus peuplent les ménages dont l'identité indigène leur est attribuable. De fait, la grande majorité de la p.m.i. vit dans les ménages dont l'identité indigène est présente dans le noyau conjugal principal : 11.361.634 personnes, soit 90,2% de la p.m.i. Ces premiers résultats relativisent l'enjeu statistique des polémiques portant sur la définition de la p.m.i. Si l'on tient compte de la population indigène hors ménages indigènes - qui augmente à mesure qu'on restreint la définition -, l'écart entre les totaux de population obtenus avec la définition la plus restrictive (c.m. ou conjoint) et la plus large (au moins un individu apparenté au c.m ou à son conjoint) ne dépasse pas un millions ; il s'agit en somme de savoir si l'ensemble de la population indigène représente 12 ou 13% du total national. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qu'il faut retenir de l'exercice, c'est qu'il fournit une base statistique cohérente pour segmenter l'univers des ménages indigènes en neuf catégories principales : les huit types de ménages dont l'identité est assignée par le c.m ou son conjoint et les ménages où elle provient de descendants du c.m. ou du conjoint locuteurs bilingues qui ne déclarent pas leur appartenance ethnique. Ces neuf catégories aux poids très variables (entre 4,5% et 21,9% de la p.m.i) rassemblent 96% de la population indigène. Les sept catégories restantes décrivent les autres types de ménages dont l'identité indigène est assignée par des personnes extérieures au noyau conjugal principal ; malgré leur faibles poids elles peuvent être significatives de processus linguistiques et de reconstruction d'identité ethnique intéressants. C'est l'analyse détaillée des caractéristiques socioéconomiques et sociodémographiques des ménages, objet de la section suivante, qui donne leur vrai sens à ces catégories statistiques.

2. Spécificité et hétérogénéité indigènes : analyse multivariée des caractéristiques des ménages

Lors du recensement mexicain de 2000, l'identification linguistique et ethnique ne concerne pas la totalité des ménages ; seul un échantillon de 10%, représentatif à l'échelle nationale, a répondu au questionnaire 'étendu'. En compensation de cette restriction - sans conséquence statistique à notre niveau d'analyse-, nous disposons d'une information beaucoup plus complète que dans la base exhaustive. Elle couvre les thèmes suivants : (i) localisation géographique du lieu de résidence des ménages, (ii) modalité d'occupation et conditions physiques du logement, (iii) accès au services publics et équipement en biens de consommation, (iv) composition des ménages et caractéristique démographiques des individus, (v) fécondité des femmes de 12 ans et plus, (vi) capital éducatif des individus de cinq ans et plus, (vii) sécurité sociale et santé, (viii) activité économique des individus de 12 ans et plus, (ix) revenus des individus, (x) migration durée de vie, migration depuis 1995, migration internationale depuis 1995. L'idée est de procéder à une analyse factorielle multidimensionnelle pour observer, au sein des grandes structures de différenciation sociodémographique des ménages, le positionnement des différents types de ménages indigènes. L'ensemble de l'information a d'abord été synthétisée en 37 variables ménages (205 modalités au total après discrétisation des variables quantitative), qui permet de rendre compte de leurs caractéristiques démographiques, socioéconomiques, migratoires etc. Ce sont les variables actives de l'analyse factorielle des correspondances multiples

(AFCM, Benzécri 1973, 1980). La technique désormais classique des éléments supplémentaires permet de projeter sur les plans factoriels, sans qu'elles participent à la définition des axes, les variables portant les caractéristiques linguistiques et ethniques des ménages et la description de leur contextes de résidence lors du recensement. D'abord, la classification linguistique et ethnique des ménages en 17 catégories décrite dans la section précédente (dont les ménages non indigènes). Pour les ménages indigènes où au moins une personne est locutrice, nous connaissons la langue parlée selon la nomenclature en 79 groupes linguistiques réalisée par l'INEGI et l'INALI en 2005, dont nous avons retenu les 16 principaux (chacun d'eux parlés dans plus de 30.000 ménages)⁷. La troisième variable supplémentaire est l'Etat de résidence du ménage lors du recensement (les 32 Etats du Mexique). Enfin, nous projetterons également sur les plans factoriels cinq modalités pour la taille de la localité de résidence.

- Une relation forte entre position sociale et caractéristiques ethnolinguistiques

Sans surprise, la différenciation socioéconomique domine largement la hiérarchie des structures que met en évidence l'analyse des correspondances (cf. graphique 1 du plan factoriel 1x2). Le premier facteur, qui explique à lui seul 54% de l'inertie, s'interprète exclusivement en termes de position dans l'échelle sociale, soit que les variables qui le détermine s'y rapportent directement (condition sociale du ménage, catégorie socioprofessionnelle des c.m., revenus, équipement en biens, condition du logement et qualité de l'accès aux services publics...) soit qu'elles lui soient fortement corrélé (analphabétisme, climat éducatif du ménage et capital scolaire des c.m. et de leurs conjoints, promiscuité dans le logement, etc.). Prenant ce premier facteur comme échelle numérique de condition socioéconomique, pour la commodité de l'interprétation on peut diviser le graphique en quatre parties égales: les classes aisées occupent le segment le plus à gauche (abscisses inférieures à -0,5), suivies, autour de l'origine, des classes moyennes (-0,5, +0,5), puis des classes populaires (0,5 à 1,5) et, à l'extrémité droite du plan, des classes les plus pauvres (1,5 à 2,5).

Considérons maintenant sur le graphique la projection des types ethnolinguistiques de ménages⁸. Les ménages non indigènes, très largement majoritaires, s'écartent peu de l'origine avec, cependant, un positionnement socioéconomique légèrement supérieur à la moyenne. En contraste, les positions très nettement décentrées à droite de la moyenne des ménages indigènes (abscisse proche de 1) et de la presque totalité des catégories de ménages indigènes témoignent de la très forte inégalité socioéconomique qui les affecte dans leur ensemble. Les distributions très contrastées des ménages selon leur revenu *per capita* mensuel (tableau 2) en donnent le résumé. La pauvreté (moins de 400 pesos mensuels par personne, soit environ 40 dollars) touche plus de 52% des ménages indigènes contre moins de 24% des ménages non indigènes et, dans la population des ménages indigènes monolingues, elle atteint 83%.

⁷ Les autres langues forment une seule modalité de la variable pour permettre la lisibilité des graphiques.

⁸ L'appartenance ethnique n'ayant pas participé à la définition des axes, leur position est significative de l'écart de leur profil socioéconomique au profil moyen de l'ensemble des ménages (situé à l'origine du plan).

Tableau 2 : revenu *per capita* mensuel des différents types de ménages

Type ethnolinguistique du ménage	Revenu mensuel par tête du ménage (pesos)							Total		
	Non decl.	0]0;400[[400; 800[[800; 1600[[1600; 3200[3200 ou +	%	% ligne	Nombre de ménages
Locuteurs monolingues	2.8	16.6	66.5	10.5	2.5	0.4	0.3	100.0	1.7	38569
Loc. bilingues décl.	2.0	10.4	50.1	19.7	11.5	4.4	1.5	100.0	4.1	92948
Loc. biling. non decl.	2.5	6.7	31.6	25.7	19.1	8.9	5.1	100.0	4.4	100651
Non locut. decl.	2.0	7.2	24.9	23.9	23.4	11.6	6.8	100.0	1.1	26036
Ménages indigènes	2.3	9.6	42.8	21.1	14.3	6.3	3.3	100.0	11.3	258204
Ménages non indig.	2.6	5.9	17.7	23.8	24.8	15.0	9.8	100.0	88.6	2007402
Total ménages	2.6	6.4	20.5	23.5	23.6	14.0	9.1	100.0	100.0	2265606

Cependant, la population indigène n'est pas un bloc homogène et l'intérêt de l'approche multi variée réside surtout dans l'articulation de plusieurs dimensions de différenciation socioéconomique pour caractériser sa segmentation.

La forte ségrégation socioéconomique de la population indigène mexicaine est attestée par de nombreux travaux anthropologiques et sociodémographiques, le plus souvent à partir des seuls revenus ou catégories socioprofessionnelles (cf...); on saisi mieux, à partir de notre analyse, la diversité et l'accumulation des facteurs économiques, résidentiels, d'accès à l'éducation et à l'emploi, etc. qui déterminent son niveau de pauvreté. Ce qui frappe sur le graphique, au delà du fort handicap qui marque la population indienne dans son ensemble, c'est son hétérogénéité tout au long de l'espace socioéconomique des classes moyennes, populaires et des plus pauvres. De plus, cette variabilité de condition sociale s'averre fortement liée aux caractéristiques linguistiques et à l'auto déclaration d'appartenance ethnique des ménages. Pour le montrer, nous diviserons l'ensemble des ménages indigènes en quatre catégories principales indiquées par les ellipses en pointillés sur le graphe.

Le premier groupe à l'extrémité droite se trouve dans une situation d'extrême pauvreté marquée par la précarité des matériaux du logement, l'exclusion des services de bases (eau, électricité, égout et sanitaires, collecte des ordures), l'absence de revenus monétaires et d'équipement en biens, et la marginalité sociale (analphabétisme, aucun accès à l'éducation et aux services de santé). Il est formé des deux catégories démographiquement importantes de ménages où le noyau conjugal (c.m. et/ou conjoint) est locuteur monolingue et qui déclarent, dans la plupart des cas, leur appartenance ethnique (respectivement 104.882 et 278.713 ménages). L'identité indigène collective la plus traditionnelle et homogène au sein des ménages est donc clairement associée au handicap socioéconomique le plus fort.

Le second groupe occupe toute l'étendue du segment des classes populaires, centrées autour des bas revenus (r.p.c.m. inférieur à 400 pesos mensuel), des difficultés d'accès aux services (eau, sanitaires), à l'éducation et à la santé, des catégories socioprofessionnelles paysannes et où la promiscuité dans les logement varie de 2 à plus de 3,5 personnes par chambre. Il comprend les quatre catégories de ménages contenant des locuteurs bilingues qui déclarent leur appartenance ethnique (les deux plus nombreuses correspondent aux ménages où le c.m et son conjoint sont dans ce cas -506.274 ménages, et ceux où seul l'un des deux l'est - 407.709 ménages). Y figurent également les ménages où les deux conjoints du noyau principal sont locuteurs bilingues mais ne s'auto déclarent pas indigènes (284.545 ménages). Par rapport au premier groupe, l'introduction du bilinguisme atténue légèrement la ségrégation socioéconomique.

Le troisième groupe, relativement mieux doté au plan socioéconomique - au sein des classes moyennes basses, s'organise autour de la catégorie de ménages la plus nombreuse : ceux dont seul l'un des deux conjoints est locuteur bilingue sans déclarer son appartenance ethnique (554.308 ménages). Très homogènes, les conditions de logements, d'accès aux services et aux biens, la situation professionnelle et financière de ces ménages, etc., sont proches de celles de la moyenne des ménages. Notons pourtant un désavantage significatif au plan du capital éducatif ; très fréquemment le conjoint du c.m. n'a qu'un niveau d'éducation primaire. Dans ce groupe figurent des ménages de locuteurs bilingues non auto déclarés (ceux où l'un des deux conjoints seulement possède ces caractéristique et ceux où il s'agit de membres de générations collatérales ou ascendantes du c.m. ou du conjoint) et des ménages de non locuteurs mais auto déclarés (ceux où l'auto déclaration est le fait d'un seul des deux conjoints ou de membres des générations de descendants du c.m. ou du conjoint). On peut y rattacher également les ménages où les deux conjoints sont non locuteurs auto déclarés, qui occupent une position sociale intermédiaire entre classes moyennes basses et classes populaires. De nouveau, par rapport au groupe précédent, l'absence d'auto déclaration ethnique dans des ménages locuteurs ou, à l'inverse, l'auto déclaration ethnique dans des ménages qui ne déclarent plus parler une langue indigène, s'accompagne d'une nette amélioration de leur condition sociale moyenne qui n'est plus significativement inférieure à celle de la moyenne des ménages non indigènes.

Le dernier groupe, qui ne regroupe qu'un peu plus de 5% des ménages indigènes, est seul à occuper une position négative sur l'axe (moitié gauche de l'ellipse centrale). Les ménages dont l'assignation indigène provient de descendants du c.m ou du conjoint locuteurs bilingues mais qui ne déclarent pas leur appartenance ethnique en forme la plus grosse partie (126.997 ménages), avec un profil socioéconomique quasi identique au profil moyen de l'ensemble des ménages. Seule catégorie nettement située au sein des classes moyennes supérieures, celle dont l'identité indigène est le fait de l'auto déclaration d'ascendants ou de collatéraux du c.m ou du conjoint non locuteurs ; de fait l'une des moins nombreuses (3.568 ménages). Dans l'univers des ménages indigènes, elle se singularise autant par son insertion sociale et économique satisfaisante - bonnes condition de logement et d'accès aux services publics, promiscuité inférieure à une personne par chambre, niveau d'éducation secondaire du conjoint, etc. -, que par une identité ethnique, souvent liée à des migrations anciennes hors des zones de peuplement indigène traditionnelles, que l'on pourrait qualifier de 'périphérique' : individus extérieurs au noyau conjugal ayant cessé de parler leur langue mais se déclarant indigènes.

Ainsi se dessine, au sein de l'univers hétérogène des ménages indigènes, un schéma très cohérent qui relie leurs positions dans l'échelle sociale et leurs caractéristiques linguistiques et d'auto perception ethnique. Si l'on reprend les deux notions qui ont servies à notre classification des ménages : la dimension ethnolinguistique proprement dite - ordonnée depuis les locuteurs monolingue et déclarant leur appartenance ethnique jusqu'aux non locuteurs seulement auto déclarés -, et la dimension collective - graduée selon l'homogénéité des attributs ethnolinguistiques et la position plus ou moins 'centrale' des individus qui les possèdent- ; ces deux 'ordres' d'identité trouvent une traduction quasi systématique dans la hiérarchie sociale. Sur le graphique, le gradient socioéconomique lié à la dimension ethnolinguistique peut s'apprécier en reliant tous les points correspondants à une même distribution des attributs dans le ménage (lignes brisées pleine) et celui induit par la configuration identitaire du ménage en reliant tous les ménages correspondants à une même combinaison d'attributs (lignes brisées en pointillés).

Le premier gradient couvre la quasi-totalité de l'espace social auquel sont cantonnées les populations indigènes. Les ménages à l'identité ethnolinguistique la plus 'traditionnelle' (monolingues et déclarants de leur appartenance indigène) connaissent, pour leur presque totalité, une extrême pauvreté due à leur exclusion économique et leur marginalisation par

l'appareil institutionnel. Les ménages de locuteurs bilingues autos déclarées s'en différencient nettement par leur 'insertion' dans ce que nous avons appelé les classes populaires. À l'identité des ménages de locuteurs bilingues qui ne déclarent pas leur appartenance ethnique, plus marquée par le métissage biologique et culturel (et probablement aussi par la stigmatisation raciste), correspondent des positions plus hétérogènes dans l'échelle sociale, depuis le 'centre' des classes populaires jusqu'au début des classes moyennes supérieures en passant par les classes moyennes basses. Enfin, l'espace social qui caractérise les ménages de non locuteurs autos déclarées s'étend à l'ensemble des classes moyennes et jusqu'à la limite des classes aisées.

Au sein des quatre grands groupes ethnolinguistiques, le second gradient fonctionne à l'identique, en produisant toutefois une moindre hétérogénéité sociale. La relation entre statut socioéconomique et 'configuration identitaire' des ménages est à nouveau patente. Aux ménages aux noyaux conjugaux homogènes par leurs attributs ethnolinguistiques échoie la situation socioéconomique la plus difficile, suivit de ceux où le c.m. et sont conjoint ont des attributs différents, puis de ceux où l'assignation linguistique ou ethnique provient d'individus extérieur au noyau conjugal (il y a une seule exception que nous laissons au lecteur le soin de trouver).

- Différenciation sociale, géographie économique et ségrégation des groupes ethniques

Le Graphique 1 nous a permis de percevoir à la fois l'ampleur du handicap socioéconomique global des ménages indigènes et l'étendue des différences entre eux. Mais ces inégalités n'affectent pas que le monde indigène. On doit les replacer dans la segmentation économique et sociale de l'ensemble de la population Mexicaine et tenir compte, en particulier, d'un de ses principaux déterminants : l'hétérogénéité du développement dans le territoire national. Le Graphique 2 permet d'évaluer l'impact sur la condition socioéconomique des ménages indigènes et non indigènes du contexte de résidence qu'ils partagent (Etat et taille de la localité). En observant la répartition des Etats le long du premier axe, on retrouve la géographie socioéconomique très inégalitaire du pays, amplement analysée par les sciences sociales mexicaines⁹. Nous ébauchons ici ses grands traits en les reliant aux conditions de vie des ménages.

À droite du graphique, nettement isolés du reste de l'espace socioéconomique national, les Etats du Chiapas, Oaxaca et Guerrero forment une enclave de pauvreté où la grande majorité des ménages connaissent la précarité économique (condition de logement, revenus, équipements en bien) et l'exclusion de l'accès aux services publics (eau, électricité, assainissement), à l'éducation, à la santé, etc. Ainsi, par exemple, les ménages dont le r.p.c.m. est inférieur à 400 pesos sont 60% du total dans le Chiapas, 55% dans le Oaxaca et 47% dans le Guerrero (contre 27% en moyenne nationale). C'est plus encore le cas, de manière générale, dans l'ensemble des espaces ruraux de ces trois états. Les profils socioéconomiques moyens de l'ensemble des autres Etats du pays se répartissent de manière assez équilibrée autour de la moyenne nationale. On distingue quatre ensembles géographiques.

Le premier se compose des Etats du centre ou du Sud du pays à dominante de population rurale : Veracruz, Hidalgo, Tabasco, Puebla, Campeche, Yucatán, San Luis Potosí et Michoacán, dans l'ordre de condition sociale moyenne croissante. Celle-ci est, dans tous ces Etats, nettement inférieure à la moyenne nationale : elle correspond au tiers inférieur des classes moyennes et au profil des localités dont la taille est comprise entre 2.500 et 15.000 habitants. Le second comprend Zacatecas, Nayarit, Tlaxcala, Guanajuato, Durango, Morelos, Sinaloa, Querétaro, Quintana Roo, où l'agriculture intensive et la tertiarisation

⁹ Pour le cas de la population indigène, voir par exemple S. de le Vega, 2001

de l'économie urbaine remplacent, avec des problèmes sociaux difficiles, l'agriculture traditionnelle et la vieille industrie en crise. Le niveau socioéconomique moyen des ménages s'y élève progressivement (dans l'ordre cité) mais dans l'ensemble les profils y sont homogènes, concentrés autour de la moyenne nationale. Le troisième groupe rassemble la plupart des Etats de l'Ouest et du Nord : Tamaulipas, Sonora, México, Colima, Chihuahua, Baja California Sur, Baja California, Coahuila, Jalisco et Aguascalientes, plus avancés que le groupe précédent dans le même processus de transition économique (urbanisation, tertiarisation, modernisation agricole et industrielle). Les profils socioéconomiques des ménages, compris entre les deux points qui représentent les populations des villes moyennes (15.000 à 100.000 habitants) et des grandes villes (100.000 à 500.000 habitants), sont alors marqués par l'importance de la classe moyenne urbaine et même des classes moyennes supérieures dans le cas de Baja California, Coahuila, Jalisco et Aguascalientes. Enfin, à l'opposé de la situation de pauvreté extrême des trois Etats du Sud-ouest, la condition sociale moyenne des ménages de l'Etat du Nuevo León (métropole de Monterrey) et, surtout, de la ville de Mexico (District Fédéral) apparaît puissamment tirée vers le haut par l'incidence des hauts revenus que génère l'accumulation de capital dans l'industrie moderne et les services supérieurs.

En ce qui concerne les ménages de locuteurs indigènes, on peut pousser plus en détail l'examen de l'hétérogénéité socioéconomique à partir de la projection sur le plan factoriel 1x2 des principaux groupes ethniques du pays (graphique 3).

Comme la répartition des types de ménages sur l'échelle sociale le laissait prévoir, tous les profils socioéconomiques moyens des ménages locuteurs sont concentrés dans les classes populaires et les plus pauvres ; confirmation de la frontière socioéconomique qui les sépare des ménages indigènes qui ne pratiquent plus leur langue d'origine. À l'intérieur de la population indigène locutrice on distingue cependant trois sous ensembles. Le premier, composé des ménages Chol, Tzeltal et Tzotzil (ethnies majoritaires du Chiapas), occupe la position la plus enclavée dans l'indigence et la marginalisation par leur exclusion de l'accès aux ressources : logement, éducation, emplois, services publics et sociaux, biens de consommation, etc. C'est, comme nous l'avons vu, un trait commun de l'ensemble de la population du Chiapas. Mais, dans ce contexte local déjà déprimé, les ethnies indigènes sont encore plus défavorisées : parmi les communautés Tzotzil, Chol et Tzeltal, les pourcentages de ménages dont le r.p.c.m. est inférieur à 400 pesos s'élèvent respectivement à 80%, 80% et 77% (contre 60% pour la moyenne de l'Etat) et ceux où l'analphabétisme est présent à 70%, 62% et 67% (contre 44% pour la moyenne de l'Etat). Le second groupe, majoritaire, se concentre dans la moitié inférieure des classes populaires où, très probablement, une grande partie des ménages se situe en dessous du seuil de pauvreté du Mexique (moins 400 pesos par tête). On y trouve les groupes ethnolinguistiques les plus importants du centre et du nord du pays, Nahuatl, Huasteco, Mixteco, Chinanteco, Mixe, Mazateco, Totonaca, Tarahumara, ainsi que l'ensemble des ménages locuteurs d'autres langues indigènes. Le dernier ensemble, composé des ménages Mayas, Zapotecos, Purepechas, Otomis et Mazahuas, occupe une position socioéconomique relativement meilleure dans la moitié supérieure des classes populaires.

Ces inégalités socioéconomiques sont le produit de causes multiples en interaction au sein de l'espace très segmenté du point de vue du développement local et régional qu'est le territoire mexicain. Les migrations jouent donc un grand rôle dans la différenciation socio ethnique. Le modèle explicatif le plus utilisé et discuté au Mexique est celui des 'régions de refuge' (Aguirre Beltran, 1973). Les populations indigènes des plus isolées géographiquement et en termes d'accès à la technologie et aux infrastructures (routes, électricité, téléphone, etc.) sont les plus exclues du développement national. C'est typiquement le cas des indiens du Chiapas qui, en l'absence d'une dynamique migratoire hors de l'Etat, sont toujours, dans leur majorité, assignés à résidence dans des territoires

totallement enclavés. Le même isolement caractérise la Sierra des Tarahumaras mais avec une émigration plus ancienne et marquée. Ce sont en effet des migrations intensives vers les villes et les régions agroindustrielles du Mexique et des Etats-Unis qui expliquent la plus grande partie de la progression socioéconomique, limitée mais globale, des grands groupes ethniques du centre et du nord mexicain et leur insertion d'ensemble aux classes populaires. Enfin, pour le troisième groupe, le mieux 'intégré' au plan social et économique, on peut avancer l'articulation de deux facteurs majeurs : l'accès à l'éducation se combine avec la migration vers les villes pour permettre une insertion professionnelle massive dans le secteur tertiaire. De longue date, c'est le cas des Zapotecos et des Purepechas, dont la vieille tradition de scolarisation a permis, à partir de l'urbanisation et la migration locale, leurs pénétration dans la fonction publique et, plus récemment, dans le commerce. Avec le développement du tourisme dans le Yucatan et le Quintana Roo, ce sont le Mayas qui valorisent, depuis une vingtaine d'années, leur capital éducatif et culturel dans ce secteur. Mais malgré les salaires relativement hauts dans le contexte national, l'élévation parallèle du coût de la vie grève leur ascension sociale dans le contexte régional et des migrations de plus longues distances apparaissent. Les Otomis et les Mazahuas quant à eux, qui ne bénéficient pas en général d'un capital scolaire aussi élevé que les autres groupes, ont été pionniers en revanche dans la migration massive vers les grandes villes du pays, México, Monterrey et Guadalajara et les villes frontières (Tijuana, Mexicali, Ciudad Juarez, etc.), où ils travaillent dans l'artisanat, l'industrie et le commerce informel.

Dans l'ensemble donc, l'insertion sociale et économique des différents groupes indigènes du Mexique est conditionnée, pour une grande partie, par leur mobilité et leur capacité d'interaction avec des régions et des secteurs sociaux mieux positionnés en termes technologiques, commerciaux ou industriels ou d'accès aux infrastructures. Cependant, malgré ces facteurs d'hétérogénéité sociale communs aux populations indigène et non indigène, il faut remarquer qu'à une exception près, tous les groupes ethniques occupent une position socioéconomique moyenne inférieure à la moyenne de la population de leur Etat d'origine. Le seul cas où cette relation s'inverse est celui des Zapotèques qui sont en moyenne moins marginalisés que l'ensemble de la population du Oaxaca. L'explication est paradigmatique des relations entre différenciation sociale, géographie économique et ségrégation ethnique car elle tient à la somme de trois facteurs : leur tradition de scolarisation meilleure et plus ancienne que tous les autres groupes, leur position dominante au sein de l'Etat mexicain depuis le XIX^{ème} siècle, dont la figure emblématique est le président Benito Juarez, leur mobilité vers les villes liée à leur insertion dans la bureaucratie et, surtout, dans le corps enseignant.

Conclusion

Les inégalités socioéconomiques entre les ménages qu'introduisent les trois facteurs que nous avons analysés (les caractéristiques linguistiques et de composition des ménages d'abord, la segmentation spatiale du développement économique ensuite, l'appartenance ethnique enfin) frappent par leur étendue. Pris indépendamment, tous produisent une différenciation considérable dont l'amplitude, à peu près équivalente pour les trois, couvre les deux tiers environ de l'échelle sociale, telle qu'elle est restituée par le premier axe. Cependant, il faut souligner à nouveau que les centres de gravités des trois nuages de points sont très nettement décalés. Dans l'ordre des conditions sociales croissantes, se succèdent le point moyen des ethnies (ensemble des ménages indigènes locuteurs), celui de l'ensemble des ménages indigènes et enfin celui de l'ensemble des ménages mexicains (à l'origine du plan). C'est ce décalage qui donne la mesure du handicap socioéconomique 'brut' des différentes catégories de ménages indigènes. Mais il ressort tout aussi clairement de l'analyse que ces trois facteurs de différenciation sociale ne sont pas indépendants. Il y a au contraire des liaisons statistiques fortes entre les gradients : depuis le bas de l'échelle sociale, où coïncident l'identité linguistique la plus traditionnelle et homogène au niveau

des ménages, l'appartenance aux ethnies les plus défavorisées et les contextes territoriaux les plus marginalisés du développement économique et social, jusqu'à l'autre extrémité de la hiérarchie des conditions de vie, où se rejoignent les ménages aux caractéristiques identitaires les plus métissées, les ethnies plus mobiles ou mieux intégrées par leur dynamiques migratoires aux espaces centraux ou réticulaires de l'activité économique et les territoires les plus développés. Quelle est la part spécifique de chaque facteur (différences 'nettes') dans l'explication des différences brutes observées pour l'ensemble des ménages indigènes et entre eux ?

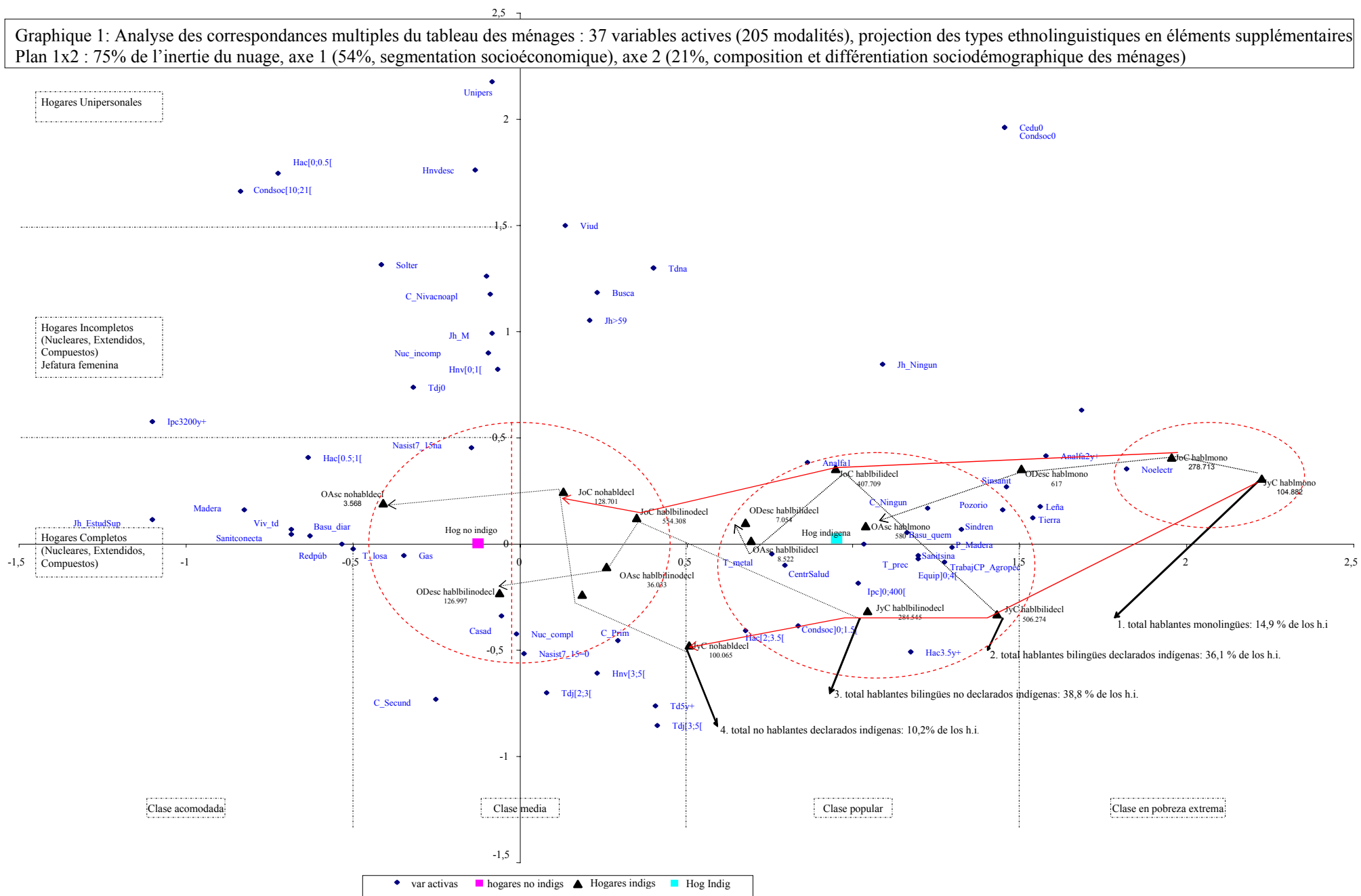
Voici donc posée, dans les termes de la statistique descriptive multidimensionnelle et, de manière plus concrète, avec l'exemple des Zapotèques, la question récurrente des études sociologiques et anthropologiques de la discrimination ethnique : quelle est la composante proprement ethnique, voire raciale au sens de la notion de domination raciale que développe L. Wacquant (1997), de la ségrégation socioéconomique dont souffre la population indigène ? La réponse complète suppose de raisonner toutes choses égales par ailleurs en contrôlant, pour tous les ménages, les principales variables qui déterminent leur condition sociale : variables 'individuelles' (composition des ménages, âge et sexe du c.m., niveaux d'éducation et type d'emploi des actifs, migration, etc.) et facteurs contextuels attachés au lieux de résidence (localisation géographique, taille de la localité, indicateur du développement socioéconomique local, contexte ethnique, etc.). Cette approche relève de la modélisation linéaire ou logistique et de l'inférence statistique sur la significativité des facteurs explicatifs, ce qui sort du cadre de cet article. Elle est par contre développée par Barbary et Martinez dans un ouvrage à paraître en 2007 et, à partir de l'analyse multi niveaux des caractéristiques démographiques et socioéconomiques des populations indigènes au Mexique par Delaunay (2005).

Références

- Aguirre Beltran G.(1973) Teoría y práctica de la educación indígena. Fondo de Cultura Económica, México.
- Barbary O., Urrea F. eds., 2004 : "Gente negra en Colombia : Dinámicas sociopolíticas en Cali y el Pacífico", co ed. IRD/Universidad del Valle, Cali, 539 p.
- Barbary O. et Muller L., 2006, "Anuario estadístico de los datos del censo 2000 sobre los hogares indígenas mexicanos", Guadalajara, sep. 2006, 144 p.
- Barbary O. (coord.), 2006, Seminaire International IRD-CIESAS : "Construcción y uso de las variables étnicas en las estadísticas publicas: lógicas y dinámicas intra e internacionales, Cocoyoc, 11-13 octobre 2006, actes p.
- Barbary O., Martinez Casas R., 2007 : Un fait social 'total' : la ségrégation des indigènes au Mexique, à paraître CIESAS/ IRD Ed, Mexico D.F., 200 p. env.
- Benzécri J.-P., 1973, L'analyse des données. Tome 2 : L'analyse des correspondances (2eme éd. 1976), Dunod, Paris.
- Benzécri J.-P. et Benzécri F., 1980, Pratique de l'analyse des données. Tome 1 : Analyse des correspondances et classification : exposé élémentaire, Tome 2 : Abrégé théorique : étude de cas modèles, Dunod, Paris.
- CONAPO, 1997 « La population indigène », dans *La situation démographique du Mexique*, Conseil National de la Population, Mexique.
- CONAPO, 2001, «Evaluation de la population indigène mexicaine», dans *La population du Mexique au nouveau siècle*, Conseil National de la Population, Mexique.
- De la Peña, G. y Martínez Casas, R., 2005 Pobreza, exclusión social y procesos culturales: perspectivas antropológicas. En Mónica Gendrau (coord) *Los rostros de la pobreza IV*. Universidad Iberoamericana, México, pp: 69-95.

- De la Vega Estrada S., 2001, *Índice de desarrollo social de los pueblos indígenas*, INI-PNUD, Mexico D.F.
- Delaunay D., 2005, '*Análisis individual y contextual en la identificación de los pueblos indígenas de México (1990-2000)*', communication au séminaire "Pueblos indígenas y afrodescendientes de América Latina y el Caribe: relevancia y pertinencia de la información sociodemográfica para políticas y programas", CEPAL, Santiago de Chile, 27-29 avril 2005, 17 p.
- Fernández Ham, P. 1993, La mortalité infantile parmi la population indigène. Retard et contrastes, in *Demos* (6). *Carta demográfica de México*, UNAM, Mexique.
- Fernández Ham, P. 1998, Montants de la population indigène. Trois approchements analytiques», in *Demos* (11), *Carta demográfica de México*, UNAM, Mexique.
- Fernandez Ham P., 2000, La population indigène. Parlants et régions indigènes, in *Demos* (13), *Carta demográfica de México*, UNAM, Mexique.
- Lebart L., Morineau A., Piron M., 1995, *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Dunod, Paris.
- Jansen E. et Martinez Casas R., 2004 '*Una propuesta para estimar la población indígena en México, a partir de los datos censales*', Ciesas – Guadalajara, reprogaph. 12p.
- Martinez Casas R., 2002, *La comunidad moral como comunidad de significados: el caso de la migración otomí en la ciudad de Guadalajara*, en *Alteridades*, Vol. 23, pp. 125-139.
- Serrano Carreto E., Embriz Osorio A. et Fernandez Ham P., coords., 2002, *Indicadores socioeconómicos de los pueblos indígenas de Mexico, 2002*, INI-PNUD, CONAPO Mexico D.F.
- Valdés L. M., 1998, *Estimation de la population indigène du Mexique*, *Faculté D'Humanités, UNAM, Mexique*
- Wacquant L., 1997, For an Analytic of Racial Domination, Political Power and Social Theory, vol 11.

Graphique 1: Analyse des correspondances multiples du tableau des ménages : 37 variables actives (205 modalités), projection des types ethnolinguistiques en éléments supplémentaires
 Plan 1x2 : 75% de l'inertie du nuage, axe 1 (54%, segmentation socioéconomique), axe 2 (21%, composition et différenciation sociodémographique des ménages)



Graphique 2: A.C.M. du tableau des ménages : 37 variables actives (205 modalités), projection des contextes de résidence (Etat, taille de localité) en éléments supplémentaires
 Plan 1x2 : 75% de l'inertie du nuage, axe 1 (54%, segmentation socioéconomique), axe 2 (21%, composition et différenciation sociodémographique des ménages)

